

SOMMAIRE

Page 1 :
Editorial

Page 2 :
Anniversaires sociaux
Qui a dit ?

Page 3 :
Le point de vue de ... :
L'intelligence artificielle

Pages 4 et 5 :
Les actions du début
d'année

Page 6 :
Le sens des mots
Cinéma Le Studio :
Le dernier visiteur

Page 7 :
Les brèves d'Hervé

Page 8 :
Ambroise CROISAT :
Justice sociale et
humanisme en héritage

Découvrez le site
de l'Union Confédérale
des Retraités CGT :
<http://www.ucr.cgt.fr>
Et le site de
l'Union Départementale
CGT 37 :
<http://www.ud37.cgt.fr>

Le lien des retraités d'Indre et Loire

Editorial

Christian DUFRAISSE

Co-Secrétaire général de l'USR 37

Depuis plus de 2 mois, l'ensemble des pays du monde sont soumis aux aléas du conflit déclenché par les Etats-Unis et son allié Israël contre le régime Iranien, au Liban et en Palestine, mais aussi en Ukraine par la Russie de Poutine.

Cette folie guerrière ne cesse de bondir pour atteindre un niveau inédit depuis la fin de la seconde guerre mondiale avec des conflits à répétition qui s'installent avec les conséquences désastreuses pour les populations et notre planète.

Nous sommes face à une accélération d'un redécoupage des ressources du monde au service d'un capitalisme débridé piloté par des milliardaires pour leurs seuls intérêts. La démocratie s'efface au profit de régimes autoritaires dans nombre de pays du monde.

Une des conséquences directes est l'augmentation du prix des carburants à la pompe. Pour nombre de citoyens en France c'est un nouveau coup porté à leur pouvoir d'achat. Ce ne sont malheureusement pas les quelques mesurette prises par le gouvernement qui vont permettre aux plus modestes de compenser cette perte, car elles ne concernent qu'une partie des travailleurs et travailleuses.

Oubliés une fois de plus les retraités. D'une part ceux qui vivent en ruralité et n'ont d'autres choix que de se déplacer avec leur véhicule personnel faute de transport en commun (courses du quotidien, médecine, garde des petits enfants etc.) D'autre part, ceux qui ont une petite retraite et n'ont pas les moyens pour vivre dignement.

A contrario des fausses propositions du gouvernement, dans un courrier envoyé au premier ministre, la CGT met en débat des propositions pour sortir de cette crise.

- bloquer les prix des carburants,
- augmenter significativement les salaires,
- revaloriser les indemnités kilométriques et toutes les prestations, notamment les pensions de retraite et les minima sociaux.

Nous ne pouvons accepter que le monde du travail soit contraint de payer encore une fois une crise dont il n'est pas responsable, alors que le patronat est épargné et que les grandes entreprises ne sont pas mises à contribution, voire pire, engouffrent des bénéfices stratosphériques à l'image de Total Energie.

C'est en ce sens que l'Union Confédérale des retraités, avec les Unions syndicales, a appelé à se mobiliser le 2 avril dernier ainsi que le 1^{er} mai lors de rassemblements et de manifestations.

Avec plus de 300.000 personnes dans toute la France, dont 2000 à Tours, les manifestants du 1^{er} mai ont montré leur détermination à s'opposer aux attaques contre ce jour chômé et payé mais aussi contre la vie chère et la multiplication des guerres.

A partir de ces mobilisations, la CGT des retraités met en débat de nouvelles journées d'actions en octobre (réunion AGIRC/ ARCCO) ainsi qu'en novembre lors du débat sur le PLFSS 2027.

Ces propositions seront portées par nos délégués

lors du 54^{ème} Congrès de la CGT

FETE DE L'USR 37

Samedi 13 juin de 9h00 à 17h00

Sur le site de l'UD CGT 37 - 18 rue de l'Oiselet à St Avertin

Inscription auprès du secrétariat de l'UD
ou à l'aide du bulletin reçu avec le journal « Le Lien » n°45.

ANNIVERSAIRES SOCIAUX DE 2026

28 février : (70 ans)

Obtention de la 3^{ème} semaine de congés payés. La Loi est votée à l'unanimité le 28 février 1956 par le Gouvernement (de gauche).

5 mars : (90 ans)

Réunification de la CGT. Rassemblées par leur lutte commune antifasciste, pour la paix et les revendications, les deux centrales se réunifient le 5 mars 1936.

8 avril : (80 ans)

La Loi pour la nationalisation d'EDF-GDF, présentée par le Ministre Marcel Paul, est votée le 8 avril 1946.

10 avril : (20 ans)

Sous la pression des manifestations étudiantes et ouvrières le gouvernement de Jacques Chirac retire le projet de CPE qui visait à offrir au patronat une main d'œuvre à pas chère.

23 avril : (80 ans)

Suite à la circulaire ministérielle de janvier 1946 annonçant la fin des assurances sociales, l'Indre et Loire met en place sa Caisse Primaire de Sécurité Sociale le 23 avril 1946.

3 mai : (90 ans)

Victoire électorale du Front Populaire le 3 mai 1936. La gauche (Radicaux, Socialistes et Communistes) devient majoritaire à l'Assemblée Nationale.

22 mai : (80 ans)

La Loi portant sur la généralisation de la Sécurité sociale est votée le 22 mai 1946 sous l'impulsion du Ministre A Croizat (PCF). Cette loi généralise la Sécurité Sociale et en définit précisément le périmètre et son organisation.

7 juin : (90 ans)

Accords de Matignon du 7 juin 1936. Suite aux grandes grèves de 1936, la CGT obtient un certain nombre d'avancées sociales, dont les congés payés.

13 juillet : (120 ans)

La loi du 13 juillet 1906 stipule qu'un repos hebdomadaire d'au moins 24 heures consécutives doit être respecté, généralement le dimanche.

13 octobre : (120 ans)

La charte adoptée par le congrès d'Amiens le 13 octobre 1906 réaffirme l'indépendance de la CGT vis-à-vis des tendances politiques, philosophiques ou religieuses.

Christian FAUCOMPRE

La Macif vous protège dans votre activité syndicale (LO) avec des contrats sur mesure.

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais, est un engagement de tous les instants. La Macif est à vos côtés pour soutenir et sécuriser votre action militante.

Contactez-nous : partenariat@macif.fr

La Macif, c'est vous.

QUI A DIT :

« Il y a trop d'hommes politiques qui jouent avec la réforme des retraites et qui font miroiter des réformes formidables... Moi, je vous dis que la retraite par points permet de baisser chaque année le montant et la valeur des points des pensions... Penser qu'en fusionnant les régimes de retraites du public et du privé au même niveau, on va combler le déficit des régimes, c'est totalement faux ! »

C'est François Fillon s'adressant à une assemblée de patrons le 9 mars 2016.

Source : la chaîne Public-Sénat

LE POINT DE VUE DE

Derrière l'Intelligence Artificielle, quel est l'âne savant qui fait hi-han ?

Dès 1642 Blaise Pascal inventa la première machine à calculer : "la Pascaline", alors qu'en Asie le boulier existait déjà depuis très longtemps. Pourtant, aujourd'hui, on parle beaucoup de l'IA (Intelligence Artificielle) comme d'une nouveauté tantôt fascinante, tantôt effrayante. Certains y voient notre avenir et en attendent monts et merveilles. D'autres avancent des critiques d'un point de vue moral : rapports homme/machine, falsification de l'information, manipulation du rapport à la vérité, impact environnemental (consommation d'eau et d'électricité), menaces sur l'emploi ...

Pour sa part, l'économiste Marko Mann (Université de Genève) s'interroge dans un article récent (*site de Contretemps 24 01 2026 **) sur la signification économique du boom actuel de l'IA dans le cadre du fonctionnement du capitalisme contemporain. A partir de données solides il dresse quelques constats provisoires, propose une analyse et formule des hypothèses à vérifier au fil du temps. Ça n'épuise pas le sujet mais ça peut servir. En voici un (trop?) bref résumé :

- **Les investissements dans l'IA sont colossaux (350 milliards de dollars ces derniers mois), mais débouchent sur peu de résultats économiques concrets. Open AI, le leader du secteur, réalise un chiffre d'affaires de 12,5 milliards de dollars mais enregistre une perte de 17,7 milliards en 2025. Les entreprises utilisatrices tendent à se servir de plus en plus de l'IA mais cela ne leur procure pas vraiment la rentabilité et les profits espérés. En fait, les seuls gagnants pour l'instant sont essentiellement les concepteurs et les fabricants de puces (NVIDIA, TSMC, Samsung, Intel ...).**

- Sur la question de l'emploi, Marko Mann reste très prudent. On ne dispose pas encore de données très établies. Pour lui, on observerait plus une recombinaison des emplois et un déplacement vers certains pays du Sud pour la saisie et l'encodage des données que des destructions. Par contre, compte tenu de la puissance de l'IA, ce serait surtout une intensification du travail qui se profilerait. Le travail serait reconfiguré, intensifié et accéléré. Il ne faut pas non plus perdre de vue que les profits proviennent du travail humain et que sa disparition finirait par miner la possibilité même de leur réalisation. Revoilà la « chute tendancielle du taux de profit » !

- Pour Mann, l'essor et la vogue de l'investissement dans l'IA sont donc irrationnels. Ils s'expliquent par le fait que face à l'affaiblissement des rendements de l'économie réelle, le capital se reporte massivement sur la promesse d'illusoire profits futurs. C'est ce qu'il a déjà fait dans un passé récent (subprimes, internet, cryptomonnaies ...) mais sans succès réel.

Quelques signes annonciateurs d'une bulle financière sont déjà là : investissements disproportionnés par rapport aux revenus réels, valorisations boursières déconnectées, recours massif aux leviers financiers... Par le passé à chaque fois l'État est venu à la rescousse. L'imbrication des entreprises de l'IA dans le fonctionnement de l'État US fera qu'il en sera de même à nouveau si la bulle de l'IA vient à exploser. Et on sait très bien sur qui cela retombera.

- Pour conclure, Mann considère que l'emballement de capitaux, les visions messianiques, l'euphorie boursière confinent à l'hallucination. L'intelligence artificielle n'est pas la solution du capital à sa crise de valorisation : elle en est un symptôme. Le capital ne valorise plus le travail : avec l'IA il valorise la promesse qu'un jour le travail sera remplacé, et qu'il touchera quand même les dividendes. En fait, ce délire n'annonce pas un avenir radieux, mais l'impasse d'un modèle économique pris dans ses contradictions.

Alors, pour nous, l'avenir est-il de rester coincés dans cette impasse ou bien de construire enfin un autre modèle ?

Hervé RIGAUT

* <https://www.contretemps.eu/destruction-capital-fictif-bulle-intelligence-artificielle-mystere-rentabilite/>

Les actions 2026

© Pascal Girolet

27, 28 et 29 janvier 2026

L'une des 3 équipes lors des distributions de tracts aux retraités à l'occasion de la galette de la mairie de Tours.

Pas moins de 13 camarades du conseil syndical de l'USR CGT 37 se sont succédé sur ces trois journées.

Même si les contacts ont été chaleureux, on ne peut pas en dire autant pour la température corporelle !..



10 mars 2026



Ils étaient 250 à l'appel de l'UFAS* devant le Vinci (CGT et SUD) à l'occasion du congrès du Nexem**

La direction a écouté les revendications, mais n'a pas daigné les entendre...

Elle veut plutôt revenir aux dispositions de la convention de 1966 lui permettant de supprimer des congés, des RTT, etc...

*UFAS : Union Fédérale de l'Action Sociale / **Nexem : Organisation professionnelle des employés du secteur social, médico-social et sanitaire à but non lucratif.

2 avril 2026

Dans le cadre de la semaine d'action nationale des retraités, à l'appel de l'intersyndicale 37 regroupant l'USR-CGT, FSU, Solidaires, FGRP et LSR, un rassemblement s'est tenu devant l'ARS 37.

En amont de celui-ci, une rencontre entre l'intersyndicale et la directrice de l'ARS a eu lieu.

Après la prise de parole, une motion, regroupant les revendications, a été déposée à la Préfecture.



© Christian Dufraisse

LES ACTIONS 2026 (suite)

Les marchés

Après Saint Pierre des Corps, Tours Velpeau et Tours place Saint Paul...

3 avril - Amboise

29 avril - Loches



© Pascal Girolet



© Claude Bouty

MANIF DU 1er MAI

Ce 1er mai n'aura pas failli à la tradition :

- Discours offensif de Cyril BODIER, Secrétaire général de l'UD CGT 37,
- Assistance assez fournie, même si le week-end à rallonge n'a pas aidé (NDLR).
- Plus de 2000 selon la CGT,
- Selon la police, n'en parlons pas, ils n'ont toujours pas appris à compter...



LE SENS DES MOTS

Début 2020 un groupe d'experts préconisait au ministère de la santé de modifier les mots pour parler des personnes âgées. Il ne faudrait plus dire "*personnes grabataires*" mais "*personnes dépendantes*".

Aujourd'hui, cette expression s'est transformée en "*personnes vulnérables*".

La dépendance est un enjeu crucial et il faut y consacrer des budgets importants. Alors, en disant maintenant des "*personnes vulnérables*", ça a l'air moins grave et moins impératif pour l'Etat. L'expression devient moins brutale, moins déplaisante et donc les réponses politiques paraissent soudain moins urgentes.

Autres exemples :

Dans les années 70-80 quand une entreprise allait mal, elle procédait à ce qu'on appelait "*des plans de licenciements*". C'était brutal et toujours mal vécu.

Dans les années 90, ce terme est progressivement abandonné. On dit "*plans sociaux*". Cette appellation met l'accent sur les mesures qui accompagnent les licenciements et les rendent moins visibles ou indicibles. Progressivement, les salariés ont réalisé que les plans sociaux étaient brutaux et socialement dramatiques. Alors, depuis quelques années presque plus personne (sauf la CGT) ne parlent de plans sociaux. Maintenant, il s'agit de "plans de sauvegarde de l'emploi".

C'est formidable ! On parle-là de sauvegarder l'emploi alors qu'en fait il s'agit précisément de licenciements qui ont changé de nom...

Ces évolutions de langage rendent progressivement invisible la violence de la société sociale.

Il faut arrêter de malmenager notre vocabulaire. Certains doivent avoir le courage de regarder en face les problèmes publics et chercher à les résoudre plutôt qu'à les escamoter.

**Dernière minute : Le gouvernement a décidé que désormais il ne fallait plus dire EHPAD mais...
Maison France autonomie. (Super!)**

Claude BOUTY

CINEMA STUDIO DE TOURS

Jeudi 28 mai à 19h30,

**Le CNP, l'intersyndicale Retraités (CGT, FSU, Solidaires), le collectif notre santé en danger
organisent la projection d'un documentaire :**

LE DERNIER VISITEUR

de Camille POUSSIN

Suivi d'un débat en présence de Jean-Luc LANDAS (médecin) sur :

DÉSERTS MÉDICAUX : UNE FATALITÉ ?

En France, 6 millions de personnes, dont 650 000 en affection de longue durée sont privées de médecin traitant. 87% des territoires sont en situation de pénurie médicale.

Ce n'est pas un simple problème de répartition. Il y a une pénurie absolue de médecins, généralistes et spécialistes, quasiment partout sur le territoire.

A cette pénurie s'ajoute la casse du service public de santé. Depuis 20 ans, ce sont près de 100000 lits d'hôpitaux qui ont été fermés. Les restructurations et concentrations d'établissements se soldent systématiquement par des fermetures de lits.

Comment enrayer cette logique infernale et aller vers un accès aux soins égal pour tous et toutes ?

Les brèves de Touraine d'Hervé

Janvier 2026

- 02-** Loches, Le cinéma Royal Vigny en vente, baisse de fréquentation.
- 05-** Un réacteur de la centrale de Chinon en arrêt automatique.
- 06-** Poursuite de la grève chez Fil Bleu. Refus des propositions de la direction.
- 09-** Fin de la grève des soignants en réanimation cardiaque du CHRU. Obtention de moyens.
- 14-** Liquidation judiciaire de la fonderie d'Abilly créée en 1822.
 - Manif profs et élèves du Lycée PL Courier de Tours. Suppression de classes et manque de moyens.
 - Le dépôt pétrolier de St Pierre bloqué par une manifestation d'agriculteurs.
- 15-** Le Préfet bloque le centre-ville de Tours pour la visite de Retailleau
 - Annonce de fermeture de la pharmacie mutualiste de Tours créée en 1923.
- 16-** Joué les Tours, fermeture de Corvaisier (usinage, 24 salariés).
- 17-** Perrusson, menaces à Savebag. 44 emplois concernés.
 - L'Ile Bouchard, annonce d'un projet de béguinage (Maisons d'alliance).
 - Loches, annonce d'un service IRM mobile privé.
- 20-** 1/3 des bâtiments de la fac des Tanneurs de Tours rénové. Manquent 66 millions pour les 2/3 restants.
- 21-** Magasins Bouchard de Tours, demande de mise en règlement judiciaire.
- 26-** Amboise, modernisation des urgences à l'hôpital.
- 29-** Mécachrome demande une aide de l'État de 10 millions pour développer son activité aéronautique.
 - ST Micro Tours, chiffre d'affaires 2025 annoncé en baisse de 11 %.
 - Rochecorbon, l'hôtel des Hautes Roches racheté par Aubry et Grabbenstein (Da Vinci Lab).
 - Tours, policiers condamnés pour violences lors d'une interpellation.
- 30-** Chaveignes, protestations contre la création d'une méga-bassine.
- 31-** Tours, le Secours Populaire rallonge les heures d'ouverture de ses permanences Santé.

Février 2026

- 03-** Fil bleu annonce 46 millions de voyages en 2025 (+ 4%).
- 05-** Grève CGT et SUD à l'EHPAD de Bourgueil (Organisation, conditions de travail).

06- Rilly sur Vienne, Verte Vallée agro en règlement judiciaire. 60 salariés concernés.

- Joué les Tours, Hervé Thermique annonce une extension de ses locaux et des effectifs portés à 300.
- 07-** Perrusson (suite) Savebag annonce renoncer au PSE.
- 12-** Tours, Fermeture de Monoprix à l'Heure Tranquille malgré de bons résultats.
- 17-** Annonce d'une rallonge de 8 millions au budget du conseil départemental par l'État.
- 18-** Tours, la permanence LFI saccagée par l'extrême droite.
- 21-** 120 manifestants d'extrême droite pour Quentin Deranque.
- 22-** 120 personnes réunies à Tours pour l'inauguration de l'Allée Mélina et Missak Manouchian
- 27-** Le Préfet donne son accord pour une 2x2 voies entre Loches et Cormery.

Mars 2026

- 03-** Auzouer, encore une fuite de produits chimiques chez Protex.
- 10-** Sorigny, grève pour les salaires chez TLD.
- 12-** Descartes, annonce de la création d'un parc de batteries de cadmium (Perform et Energy).
- 14-** Liquidation de Brandt (Orléans et Vendôme).
 - Tours, 1000 contre le racisme et le fascisme.
- 20-** Chambray, fermetures des urgences au Pôle Vinci, faute de médecins.
- 21-** Tours, le président de l'Université alarme sur la situation financière.
- 25-** Agglo de Tours, le tri des déchets alimentaires confié au groupe privé Suez.
 - Rentrée scolaire 2026, annonce de la suppression de 54 classes pour 16 ouvertures.
- 27-** La résidence étudiante privée Codelys expulse ses locataires avant même la fin de l'année scolaire.
 - Conseil Départemental, le budget 2026 en baisse de 4 millions.
 - 500 petits patrons de notre département ont perdu leur place en 2025.
- 31-** Philippe Briand (29ème au classement des 500 plus grandes fortunes de France) propriétaire de Citya, rachète Square Habitat Nord au Crédit Agricole (55 agences).
 - Tours, 600 à la manifestation intersyndicale Éducation.

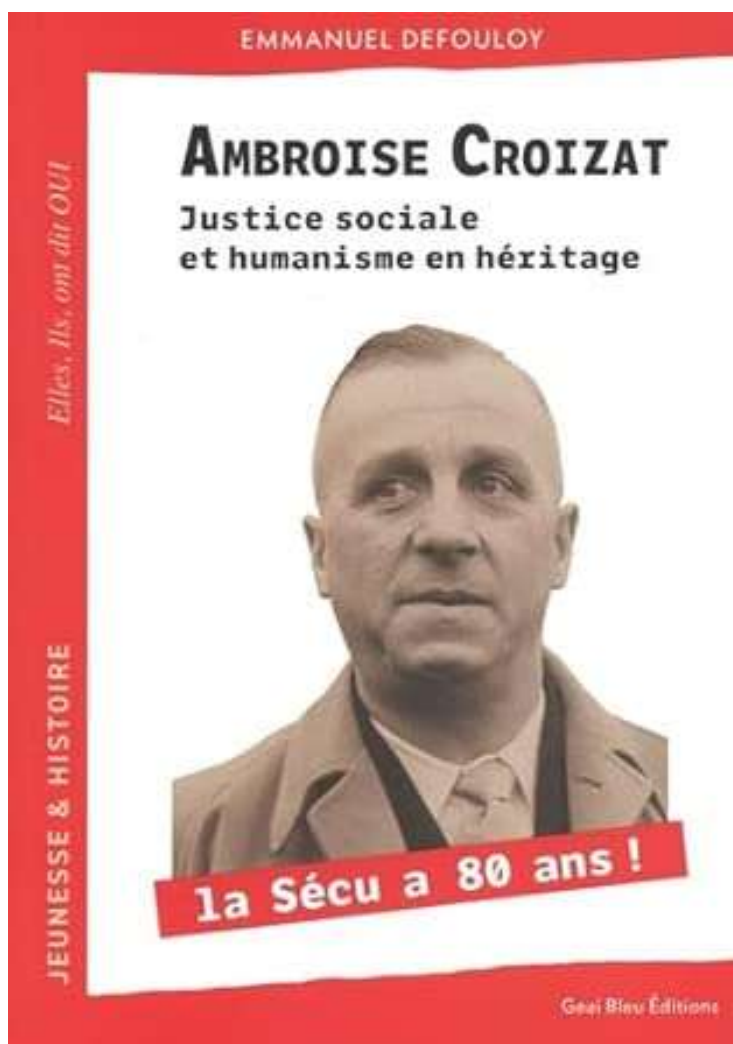
Avril 2026

- 02-** Le président de l'Université de Tours interdit une conférence de Sud étudiants contre les accords avec ST Micro fournisseur de l'État israélien.
 - Mobilisation à l'appel de l'intersyndicale retraités (CGT, FSU, Solidaires, FGRFP et LSR).
 - Sorigny, grève à TLD pour les NAO.
- 08-** Chinon, Projet de construction d'un mini réacteur nucléaire privé (start-up Newcleo).
- 10-** Augis, président de la Métropole pour 1 voix.
 - 24280 habitants dans 37 en 2025 (+ 0,3%), mais baisse des naissances (5310 contre 6100 décès). Dans la Région, seuls le 37 et le 45 gagnent des habitants.
- 11-** Tours, fin des « assises du journalisme ».
- 15-** La Cour d'appel de Versailles annule l'autorisation préfectorale de construction d'un parc d'éoliennes à Auzouer.
- 21-** Fin 2025, chômage au plus haut depuis 2021, surtout pour les moins de 25 ans.
 - 2026, prévisions d'embauches en baisse sauf sur le Chinonais.
 - La défenseure des droits visite et critique les aires d'accueil les plus vétustes du département.
- 24-** Le sarkozyste Hugues Moutouh nommé Préfet de la Région Centre Val de Loire.
- 29-** CGT et CFDT de la Métropole annoncent un mouvement de grève à partir du 18 mai pour 500 euros d'augmentation.
 - 1^{er} trimestre 2026 chômage stable en Indre et Loire après une forte hausse fin 2025.
- Les 25-49 ans les plus touchés.
- 30-** L'Association des Paralysés de France porte plainte contre les 6 préfets de la Région pour absence d'information sur l'accessibilité des Établissements recevant du Public (commerces).
 - Démission du président du tribunal de commerce de Tours.

Chaque samedi à Tours, manifestations de soutien au peuple palestinien.

Ambroise Croizat Justice sociale et humanisme en héritage

Éditions Geai Bleu.—12 euros.



Tel est le titre de cet ouvrage écrit par le journaliste Emmanuel DEFOULLOY, consacré au ministre communiste du Travail qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, fut le ferment de la mise en œuvre de la « Sécu » créée en quelques mois par la loi entre 1945 et 1946.

Cette importante biographie du ministre des Travailleurs paraît à point nommé à l'occasion du 80^{ème} anniversaire de la « Sécu ». Un ouvrage auquel a contribué Pierre Caillaud-Croizat, le petit fils du ministre, pour nous permettre de partager cet héritage qui nous est commun et mettre en valeur ces conquêtes sociales qui subsistent aujourd'hui en dépit des politiques néo libérales qui n'ont eu de cesse de les saper, notamment avec les réformes des retraites initiées par Emmanuel Macron, malgré une forte contestation unitaire.

Le livre montre que la création de la Sécurité sociale n'a été possible dans l'immédiat après-guerre que grâce à un immense travail collectif et des décennies de conquêtes sociales. Et surtout par la volonté du ministre-syndicaliste qu'est le savoyard Ambroise Croizat (1901-1951) d'imprimer sa marque.

Croizat va mettre tout son poids de ministre communiste. Et plus encore de dirigeant cégétiste. Toute son âme de syndicaliste. Tout son passé d'ouvrier, souligne l'auteur, rappelant le poids décisif dans cette bataille de la CGT qui comptait alors 5 millions de syndiqués et l'apport d'un haut fonctionnaire visionnaire, Pierre Laroque.

Et pourtant, pendant plusieurs décennies, le nom de Croizat sera ignoré voire oublié. Mais comme le relève l'auteur, aujourd'hui le nom du « Ministre des Travailleurs » revient en force à l'occasion des puissantes manifestations contre la réforme des retraites appelant de leurs vœux au retour de Croizat.

Pierre Caillaud-Croizat, rendant hommage à son grand-père dans un discours le 7 octobre 2022 à Châteaubriant : « pour lui, la Sécu restera comme un des « pôles de résistance » à la tutelle écrasante du capitalisme mondial.

Claude BOUTY